



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture
Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales

mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE
FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE
COMMUNE DE CORMAINVILLE
(N°AIOT 0010011666)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu le récépissé accordant le bénéfice de l'antériorité à la société FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE SAS en date du 25 février 2014 pour son parc FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE situé sur le territoire de la commune de Cormainville;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 14 février 2017 au profit de la société STEAG New Energies Beteiligungsgesellschaft mbH;

Vu le rapport du 12 février 2020 du suivi environnemental 2019 de la Ferme éolienne de la Madeleine transmis le 18 septembre 2020;

Vu le rapport du suivi environnemental 2021 de la Ferme éolienne de la Madeleine transmis le 3 mai 2022 ;

Vu la notification à l'exploitant du projet d'arrêté le 23 octobre 2024 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires par courriel du 5 novembre 2024 ;

Considérant que le rapport du 12 février 2020 précité met en avant une mortalité modérée des chiroptères et une mortalité faible des oiseaux ;

Considérant que le rapport du 12 février 2020 précité recommande de :

- Mettre en place un plan de bridage afin de protéger les chiroptères ;
- Renouveler le suivi environnemental pour juger de l'efficacité des mesures mises en place ;

Considérant que le rapport du suivi environnemental 2021 précité met en avant que :

- La mortalité est non significative pour les chiroptères et significative pour les oiseaux
- Le bridage préconisé suite au suivi de 2019 est efficace ;

Considérant que le rapport du suivi environnemental 2021 précité recommande :

- Le maintien du bridage mis en place dans les conditions du rapport du 12 février 2020;
- La mise en place de mesures correctives afin d'améliorer les habitats de chasses des espèces d'oiseaux impactées ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société FERME EOLIENNE DE LA MADELEINE SAS, dont le siège social est situé 27 RUE DU CHAMP DE MARS, 57200 SARREGUEMINES, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de son site situé sur la commune de Cormainville.

ARTICLE 2 – MESURES APPLICABLES EN PHASE DE FONCTIONNEMENT DU PARC

Pour prévenir les risques de collision avec les chiroptères, l'exploitant met en œuvre un plan de fonctionnement réduit des aérogénérateurs, intégrant des phases de bridage des éoliennes aux périodes critiques pour les chauves-souris.

Ce plan sera effectif au plus tard 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Du 1^{er} août au 31 octobre ;
- Pour les éoliennes E2, E3, E6 et E8 ;
- Pour des vitesses de vent inférieures ou égales à 6 m/s ;
- Pour des températures supérieures à 13 °C ;
- Du coucher du soleil jusqu'à 3 h après et 2h avant le lever du soleil.

Ces mesures seront couplées à des enregistrements des paramètres météorologiques (vitesse du vent, température).

La mise en place effective du plan de fonctionnement, et des périodes de bridage des machines associées doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Toute modification de ce plan de fonctionnement réduit devra faire l'objet de la demande prévue à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, suivant les suivis de

mortalité et d'activité des chiroptères.

L'exploitant met en place les mesures suivantes :

- La pose de deux nichoirs à Martinet noir à plus de 200 m des éoliennes (préférentiellement à plus d'un km), en hauteur (entre 6 m et 8 m), à l'abri des intempéries et des vents dominants
- La plantation de 100 ml de haies en continuité de haies bocagères existantes ou de boisements à plus de 200 m des éoliennes ou la mise en place d'une gestion différenciée sur 100 m de lisières existantes.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation des actions précitées.

ARTICLE 3 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement et R. 311-5 du code de justice administrative, à la Cour administrative d'appel de Versailles 2, esplanade Grand Siècle, BP 90476, 78011 VERSAILLES

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La Cour administrative d'appel peut également être saisie par l'application informatique Télé recours accessible par le site internet www.telerecours.fr

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la citoyenneté – place de la République- CS80537 -28019 CHARTRES cedex
- un recours hiérarchique, adressé au Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche – Direction Générale de la Prévention des Risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

* Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de

recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

ARTICLE 4 – NOTIFICATIONS - PUBLICATIONS


- 1) Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
- 2) Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Cormainville commune d'implantation de l'installation et peut y être consultée.
- 3) l'arrêté est affiché en mairie de Cormainville pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire et retourné à la préfecture – bureau des procédures environnementales par messagerie sur pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr
- 4) L'arrêté est adressé aux conseils municipaux et aux autorités locales ayant été consultés en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement
- 5) L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.

ARTICLE 5 – EXECUTION

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir, Monsieur le Maire de Cormainville et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le Sous-préfet de Châteaudun .

CHARTRES, le 27 JAN. 2025

Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale



Agnès BONJEAN